

# Une manifestation de solidarité aux organismes caritatifs Visite au Rwanda du président de la conférence des évêques de France

Le Monde, 18 août 1994

Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen et président de la conférence des évêques de France, et Mgr Jacques David, évêque de La Rochelle et président du Conseil national de solidarité de l'Eglise de France, devaient se rendre mercredi 17 août au Rwanda, jusqu'au 23. Après une étape à Bujumbura (Burundi), leur voyage prévoit des rencontres avec les évêques de Gikongoro et Cyangugu, avec le général Lafourcade et les responsables de l'opération « Turquoise », des visites dans les camps de réfugiés de Bukavu et de Goma, enfin des entretiens politiques à Kigali et Butare.

Les deux représentants de l'épiscopat français entendent ainsi manifester leur solidarité aux organismes caritatifs et à une Eglise très éprouvée par les événements récents.

Une centaine de prêtres, rwandais et étrangers, ont été tués dans un clergé diocésain qui comptait 621 prêtres avant avril. Trois évêques (sur dix) ont également été assassinés le 3 juin dernier (*le Monde* du 10 juin). Enfin, les congrégations religieuses ont été décimées.

La visite des deux responsables de l'épiscopat français intervient au moment où le rôle de l'Eglise catholique du Rwanda et sa partialité politique d'hier en faveur du régime hutu sont de plus en plus contestés. En effet, après avoir été longtemps liée aux élites tutsies du pays, l'Eglise – notamment les missionnaires belges – avait été l'un des acteurs de la « révolution sociale » de 1959, au service des Hutus opprimés.

Après le coup d'Etat de Juvénal Habyarimana en 1973, elle avait en-

tretenu des rapports privilégiés avec le Mouvement révolutionnaire national pour la démocratie et le développement (MRND) l'ex-parti unique au pouvoir. Mgr Vincent Nsemgiyumva, archevêque de Kigali, assassiné le 3 juin dernier, a été membre de son comité central, dont il ne démissionna qu'en 1990 sous la pression du Vatican. Une autre partie de l'Eglise, notamment sous la pression de Mgr Thaddée Nsembiyumva, lui aussi assassiné, déplorait ces compromissions et, le silence de l'Eglise devant les

discriminations anti-tutsis ; elle réclamait des négociations entre le gouvernement et le Front patriotique rwandais, et l'instauration d'un réel multipartisme.

De retour d'une mission récente au Rwanda, un responsable du Conseil œcuménique des Eglises vient encore d'affirmer à Genève, selon l'agence APIC, que « *l'Eglise a commis l'erreur de soutenir un régime qui avait institutionnalisé la discrimination ethnique* » et qu'elle doit aujourd'hui rendre des comptes.